



POUR DIFFUSION IMMEDIATE

Le 22 Mai 2020

Protéger la santé ou favoriser le capital ? Fiscalité et transparence à l'ère du COVID-19

ELEMENTS POUR LA PRESSE

Vous trouverez ci-dessous les éléments clés pour accompagner le webinaire et la conférence de presse du 28 mai, qui seront traduits simultanément en français.

[Enregistrez-vous ici pour le webinar, et la conférence de presse](#)

Il n'y a pas d'embargo, n'hésitez pas à utiliser ces informations avant la conférence si vous le désirez, et à nous contacter pour toute question.

Quel est l'impact de la crise COVID-19 sur l'économie et les finances publiques ?

Au-delà de l'impact dévastateur sur la santé et les systèmes de santé, on ne connaît pas encore totalement les conséquences économiques mondiales de la crise COVID-19, mais nous disposons déjà de quelques estimations :

- **Coûts économiques** : les estimations se chiffrent déjà en billions de dollars (Oxfam a estimé que les travailleurs devraient perdre jusqu'à 3,4 billions de dollars de revenus).
- **Emploi** : plus d'un milliard de travailleurs risquent de se retrouver chômage, principalement dans des emplois mal rémunérés, où une perte soudaine de revenus est dévastatrice. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que la moitié des travailleurs pourraient perdre leur emploi au cours des prochains mois.
- **Finances publiques** : la crise du COVID-19 va entraîner des chocs simultanés de l'offre et de la demande qui vont se traduire rapidement par une diminution de la collecte fiscale dans tous les pays. Ces baisses seront particulièrement prononcées pour l'impôt sur les sociétés, qui a tendance à baisser fortement en période de ralentissement économique.
- **Flux financiers illicites** : l'activité financière illicite a déjà augmenté, et la tendance devrait se poursuivre pendant la crise du COVID-19, les pays en développement étant ceux qui vont le plus souffrir de l'instabilité et d'une moindre attention sur ces questions.



Quelle est la situation dans les pays en développement ?

La faiblesse des systèmes de soins de santé et d'autres vulnérabilités dans les pays émergents et en développement pourraient avoir des effets dévastateurs sur le plan humain et économique. En outre, les nombreux travailleurs informels dans les pays en développement ont tendance à manquer de protection juridique et sociale, ce qui les rend vulnérables aux coûts économiques et sociaux de la pandémie. Sur le plan économique, la plupart des pays en développement sont confrontés à une combinaison de baisses rapides des recettes d'exportation et du tourisme et de sorties de capitaux. Au cours des deux premiers mois de la crise, les sorties de portefeuille des marchés émergents ont été estimées [à 100 milliards de dollars](#).

Alors que la plupart des pays riches mettent en place d'importants plans de relance budgétaire, la tâche est plus difficile pour les pays en développement, qui ne disposent pas de réserves importantes de devises fortes. Qui plus est, ils ne peuvent pas emprunter dans leur propre monnaie et beaucoup d'entre eux ne peuvent pas non plus contracter de dettes importantes. La marge de manœuvre politique est réduite par les contraintes extérieures pesant sur la balance des paiements et par la crainte d'une fuite des capitaux.

Pourquoi l'inégalité est-elle susceptible d'augmenter ?

Certes, toutes les sociétés sont vulnérables, mais la capacité à répondre efficacement à cette crise diffère considérablement d'un pays à l'autre :

- **Santé** : les pays les plus développés [disposent en moyenne](#) de 55 lits d'hôpital, plus de 30 médecins et 81 infirmières pour 10 000 personnes, contre 7 lits d'hôpital, 2,5 médecins et 6 infirmières en moyenne dans les pays les moins développés.
- **Economie informelle** : la crise va probablement accroître l'emploi informel comme stratégie de survie. En Amérique latine, par exemple, [53,1 % des travailleurs travaillaient](#) dans le secteur informel en 2016. Le travail informel est susceptible d'être moins sûr, moins protégé et moins bien payé.
- **Pauvreté** : la Banque mondiale estime que le virus pourrait faire basculer entre [40 et 60 millions de personnes dans l'extrême pauvreté](#) cette année, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud étant les plus touchées.
- **Faim** : le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies [avertit que la pandémie pourrait doubler](#) le nombre de personnes souffrant de faim aiguë, le faisant passer à plus d'un quart de milliard d'ici la fin de 2020.
- **Genre** : dans tous les domaines, santé, économie, sécurité et protection sociale, les effets du COVID-19 sont exacerbés pour les femmes et les filles. [Le travail de soins non rémunéré a augmenté](#), du fait de la non-scolarisation des enfants, des besoins accrus de soins pour les personnes âgées et des services de santé débordés. Les femmes sont également en première ligne de la lutte contre le COVID-19, représentant 70 % des travailleurs de la santé et des services sociaux dans le monde. Ce sont aussi celles qui disposent des contrats de travail les plus fragiles.
- **Disparités sociales et raciales** : aux États-Unis, par exemple, des données récentes indiquent que les décès dus au COVID-19 [sont disproportionnellement élevés](#) parmi les communautés noires et latinos en particulier.
- **Fossé numérique** : avec la généralisation des politiques de confinement, [la fracture numérique](#) est devenue plus importante que jamais. Quelques 6,5 milliards de personnes dans le monde - soit 85,5 % de la population mondiale - n'ont toujours pas accès à un internet à haut débit de qualité, ce qui limite leur capacité à travailler, à accéder à l'information publique et à poursuivre leurs études, quelles que soient les formes de confinement et les restrictions sociales.



- **Capacité du gouvernement** : en sus de tous ces facteurs, les pays auront des ressources et des capacités très différentes pour gérer et financer leur sortie de crise, ce qui exacerbera les inégalités entre les pays et au sein de ceux-ci.
- **Dépendance à l'égard des certains secteurs** : de nombreuses nations dépendent fortement de secteurs déjà gravement touchés par la crise. Par exemple, les pays des Caraïbes risquent de subir une contraction économique en raison des perturbations du secteur du tourisme. En 2018, les revenus du tourisme représentaient plus de 20 % du PIB dans la région. Dans un scénario où les revenus du tourisme chuteraient de 30 % en 2020, le PIB subirait une rétraction de 2,5 %.

Pourquoi les gouvernements devraient-ils dépenser plus ?

La pandémie a mis en évidence l'importance des dépenses dans les systèmes de santé publique et de protection sociale, pratiquement oubliées par les décideurs politiques du monde entier au cours des dernières décennies. Un retour à l'«austérité» serait une catastrophe et un suicide politique.

Les politiques de réduction des dépenses publiques en matière de services de santé ont engendré des vulnérabilités majeures dans les sociétés et les économies. De fait, l'immense majorité des pays, hormis les plus petits et les plus pauvres, ont déjà pris ou sont en train de prendre des mesures pour lutter contre les effets de la pandémie. Cette première salve de décisions représente déjà un niveau de dépenses mondiales sans précédent, estimé par le FMI à 8 000 milliards de dollars.

Pourquoi est-il impératif que les gouvernements disposent de plus de ressources ?

Partout, cette nouvelle vague de dépenses publiques en matière de santé publique, d'aide sociale et de sauvetage des entreprises, vont représenter plusieurs points de pourcentage du PIB. Selon le FMI, les importants déficits budgétaires qui en résulteront feront augmenter le ratio dette/PIB de 20 ou 30 % dans les économies riches et de 10 % dans les pays en développement en un an seulement. Les options disponibles pour augmenter les recettes varieront selon les pays. La création et l'emprunt d'argent constitueront une part importante des mesures dans les pays riches. Pour les plus pauvres, l'annulation de la dette devrait être prise en considération. Quoi qu'il en soit, l'augmentation des recettes fiscales fera partie de la stratégie dans presque tous les pays.

Quelles propositions politiques voit-on déjà émerger dans le monde entier ?

La réflexion sur les mesures qui peuvent être prises pour réduire les fonds financiers illicites et pour renforcer la fiscalité progressive sera un élément essentiel de la réponse à cette crise. On a déjà vu surgir une série de propositions politiques un peu partout dans le monde, dont certaines étaient déjà en discussion avant l'émergence du virus, ainsi que d'autres, impensables il y a encore peu de temps.

L'outil de suivi des politiques mis sur pied par le FMI résume les principales mesures économiques des gouvernements pour limiter l'impact humain et économique de la pandémie du COVID-19. Ces mesures portent notamment sur l'augmentation des dépenses de santé, des aides à l'emploi, des transferts directs, des reports d'impôts, des réductions et des allègements fiscaux et des subventions aux secteurs vulnérables. Ces réponses impliquent une augmentation des dépenses, qui, comme nous le verrons ci-dessous, peut tout à fait être financée par une augmentation des ressources fiscales sans compromettre les efforts de relance.



Pourquoi les plans de sauvetage des entreprises ne devraient-ils être accordés qu'à des conditions strictes ?

Il est important d'aider les entreprises, afin de préserver les emplois et de relancer l'économie, une fois passé le pire de la pandémie. Mais il existe un consensus croissant dans de nombreux pays sur le fait que cela ne peut pas être sans condition. Il ne devrait pas être acceptable qu'une entreprise prétendant bénéficier d'une aide d'État déclare des bénéfices élevés dans des pays où les impôts sont très faibles, et où elle n'a pratiquement pas de présence économique, alors qu'elle déclare en même temps des pertes dans des pays où elle concentre l'essentiel de ses activités, mais où les impôts sont élevés. C'est ainsi [qu'environ 40 % des bénéfices réalisés à l'étranger par les multinationales](#) du monde entier sont transférés artificiellement vers des paradis fiscaux, selon l'économiste et membre de l'ICRICT Gabriel Zucman.

À ce jour, la France, l'Écosse, la Belgique, le Danemark, la Pologne, le Pays de Galles et l'Argentine ont annoncé des mesures pour empêcher les sociétés ayant des filiales dans des paradis fiscaux de bénéficier des plans de sauvetage face à la crise du COVID-19. Reste que l'impact de ces déclarations peut être limité par ce que chaque pays considère comme des paradis fiscaux. Si ces derniers peuvent évoquer une image de palmiers et de plages de sable blanc, l'Irlande, le Luxembourg, Malte et les Pays-Bas sont en réalité considérés par beaucoup comme grandement responsables de l'évasion fiscale dans l'Union Européenne. On estime que les multinationales américaines à elles seules font perdre à l'Union européenne [près de 25 milliards d'euros](#) par an en impôts sur les sociétés à travers ces pays.

C'est pourquoi il serait préférable que les États fondent leurs politiques sur des listes ambitieuses, telles que [l'Indice du Secret Financier](#) de Tax Justice Network, qui classe les juridictions en fonction de leur secret et de l'ampleur de leurs activités financières offshore.

L'argent caché dans les paradis fiscaux peut-il aider les pays à payer la facture COVID-19 ?

On estime qu'il y a entre 8 000 et 35 000 milliards de dollars qui se trouvent [dans des paradis fiscaux](#), selon les modes de calculs. Il est donc certainement possible qu'une partie de cette vaste somme soit exploitée, pour autant qu'existe une volonté politique. Bien que des efforts et des processus aient été engagés de longue date pour accroître la transparence du système financier et réformer les règles afin de ramener la richesse dans les pays d'origine, la crise du COVID-19 constitue à la fois une urgence et une opportunité pour faire avancer les réformes à un rythme qui aurait pu être politiquement difficile auparavant.

Pourquoi est-il plus urgent que jamais de réformer le système international d'imposition des sociétés ?

Le système actuel, mis en place il y a plus d'un siècle, considère les différentes filiales des multinationales comme si elles étaient indépendantes les unes des autres (c'est le principe « de pleine concurrence » en jargon fiscal). Ce cadre juridique a encouragé les multinationales à créer des structures complexes d'évasion et d'optimisation fiscale en formant des centaines de filiales dans des juridictions accommodantes. Concrètement, il permet aux multinationales d'affecter légalement (ou du moins d'une manière qui ne soit pas facile à contester légalement) leurs bénéfices à des juridictions à faible imposition ou à des paradis fiscaux et, par conséquent, de payer peu ou pas d'impôts. Avec la numérisation accélérée de l'économie, les montants détournés sont en constante augmentation, principalement parce que la numérisation rend très



difficile la vérification du lieu de production. Par conséquent, les revenus d'une multinationale numérique n'ont en général aucun rapport avec ses bénéfices déclarés et les impôts qui en résultent.

En conséquence, trop de pays sont confrontés à des déficits de recettes publiques et ont fait le choix de faire peser la charge sur les familles et les travailleurs, ou de réduire les investissements publics, ce qui limite aujourd'hui les capacités des systèmes de santé et de protection sociale. Il existe un large consensus sur la nécessité de réformer les règles fiscales internationales, mais les progrès réalisés jusqu'à présent restent peu satisfaisants et sont en particulier peu généreux pour les pays les plus pauvres, qui en ont le plus besoin.

Quelles sont les principales idées en cours de discussion pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises ?

Nous vivons une situation exceptionnelle, qui nécessite des mesures exceptionnelles. Voici quelques-unes des idées en discussion, dont certaines pourraient être temporaires, tandis que d'autres nécessiteraient une réforme réelle et équitable du système fiscal international.

Parmi les idées temporaires en discussion, on trouve :

- **Un impôt sur les bénéfices excédentaires.**
- **Un impôt de solidarité COVID-19 sur les riches.**

Parmi les idées impliquant des réformes plus profondes

- **Une taxe sur les ventes numériques pour toutes les entreprises fortement numérisées.**
- **Un impôt minimum sur les sociétés fixé à un niveau suffisant et équitable**, pays par pays, et basé sur une répartition équitable des bénéfices dans chaque pays.
- **L'adoption d'une fiscalité unitaire**, c'est-à-dire l'imposition des multinationales dépendant véritablement des pays où elle crée de la valeur, a des clients et des employés - plutôt que le système actuel où elles sont imposées selon les formes juridiques artificielles que leurs conseillers mettent en place pour elles. Une telle réforme est décrite ici [dans un récent rapport de l'ICRICT](#).
- **Une plus grande transparence** pour permettre l'identification et la récupération (ou l'imposition) des richesses cachées : accélérer les mécanismes de transparence et d'échange automatique d'informations pour les pays en développement en mettant en place l'échange d'informations non réciproques entre les pays développés et les pays en développement.

Quel impact la crise COVID-19 est-elle susceptible d'avoir sur les processus de négociations internationales sur la réforme ?

La pandémie est une crise mondiale qui nécessite une coordination renforcée dans presque tous les aspects de l'économie mondiale, y compris la transparence et les réformes fiscales. Actuellement, le système est fragmenté, les discussions sur la transparence et la corruption étant séparées des débats sur la réforme fiscale mondiale, alors qu'elles sont souvent axées sur des systèmes similaires, avec des problèmes et des solutions qui s'entrecroisent. En outre, il reste préoccupant que les processus de réforme fiscale mondiale continuent à ne pas faire participer suffisamment les pays en développement. De même,



bon nombre des mesures positives prises ces dernières années, comme l'échange d'informations entre pays sur les richesses offshore, excluent encore de nombreux des pays qui pourraient en bénéficier le plus.

Contacts :

FTC: Laura Díez Ron, ldiez@financialtransparency.org

ICRICT: Lamia Oualalou, loualalou@gmail.com, +52 1 55 54 08 09 74 (WhatsApp)

OXFAM: Annie Thériault annie.theriault@oxfam.org +51 936 307 990

A PROPOS DES ORGANISATEURS :

Financial Transparency Coalition :

La Financial Transparency Coalition ([FTC](#)) est un réseau mondial de la société civile qui s'efforce de réduire les flux financiers illicites en promouvant un système financier transparent, responsable et durable fonctionnant pour tous. Parmi ses membres, on compte notamment le Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement, le Centre for Budget and Governance Accountability, Christian Aid, le Réseau européen sur la dette et le développement, la Fundación-SES, la Global Financial Integrity, le Global Witness, le Réseau latino-américain sur la dette, le développement et les droits, l'Union panafricaine des avocats, le Réseau de justice fiscale, le Réseau de justice fiscale en Afrique et Transparency International.

La Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises :

La Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises ([ICRICT](#)) vise à promouvoir le débat sur la réforme de la fiscalité internationale des entreprises par une discussion plus large et plus inclusive des règles fiscales internationales, à envisager les réformes dans une perspective d'intérêt public, et à rechercher des solutions fiscales équitables, efficaces et durables pour le développement.

OXFAM :

Oxfam est un mouvement mondial de personnes travaillant ensemble pour construire un avenir où chacun jouira de droits égaux et aura suffisamment à manger chaque jour. Avec ses partenaires, Oxfam travaille dans plus de 90 pays pour construire dès maintenant cet avenir positif. Ils sauvent, protègent et reconstruisent des vies en temps de crise, soutiennent des solutions durables à la pauvreté, s'attaquent aux inégalités et se mobilisent ensemble pour faire tomber les barrières qui maintiennent les gens dans la pauvreté.

L'INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS :

L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale mondiale représentant 20 millions de travailleurs et travailleuses qui fournissent des services publics essentiels dans 163 pays. L'ISP défend les droits de l'homme et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec le système des Nations unies et en partenariat avec les organisations du travail et de la société civile.